

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

L'ALGÉRIE CUMULE LE BON ET LE MOINS BON

5^e pays le plus prospère en Afrique...

Selon Wikipédia, la prospérité est une période de croissance économique où la bonne qualité de vie de l'ensemble de la population de la région géographique est qualifiée de prospère.

Elle est le résultat d'un faible taux de chômage, d'une économie florissante, d'une stabilité politique, d'une qualité de soins de santé disponible et d'une appréciation générale des individus de leur condition. Depuis 2006, l'institut de recherche anglais The Legatum Institute dévoile l'indice de prospérité de 142 pays à travers le monde. L'institut a pour ambition de ne pas mesurer uniquement la richesse économique, mais aussi le bien-être de la population d'un pays. Pour 2016, l'Afrique du Sud est le pays le plus prospère d'Afrique et l'Algérie occupe le 5^e rang. Cet indice se base sur huit principaux critères de mesure, à savoir : l'économie, l'entrepreneuriat et les opportunités, l'éducation, la santé, la gouvernance, la sécurité, les libertés individuelles et le capital social, réalisé sur quatre ans. L'Afrique du Sud reste le pays africain le plus prospère en Afrique, selon ce rapport publié le 1^{er} juin par le think tank londonien.

La nation Arc-en-ciel doit sa bonne place en matière de prospérité à ses bonnes performances dans les catégories éducation, capital social, santé, gouvernance, présence d'opportunités d'entrepreneuriat et liberté personnelle. Selon les auteurs de l'étude, «au cours de la dernière décennie, il y

a eu une forte croissance économique dans toute l'Afrique. Pourtant, comme nos résultats le révèlent, l'héritage de la création de la prospérité globale varie considérablement par pays. Des pays comme le Rwanda ont livré beaucoup avec très peu de richesse, alors qu'en Angola la situation est tout le contraire. Le pays a, jusqu'à récemment, bénéficié d'un point de vue favorable de la richesse en raison d'une envolée des prix des matières premières, mais il a généré très peu de prospérité pour ses citoyens. De loin et au-dessus, les facteurs les plus importants de la prospérité aux côtés de la capacité d'un pays à générer de la richesse sont la promotion des libertés civiles, une forte primauté du droit et des institutions efficaces ainsi qu'une économie diversifiée. En faisant ces changements structurels, de nombreux pays pourraient commencer à voir les niveaux de prospérité augmenter assez rapidement, même si la croissance globale commence à ralentir».

...Mais le 123^e dans l'indice mondial 2016 de la résilience

Dans quels pays vaut-il mieux s'approvisionner ? Comme chaque année, l'indice mondial de résilience (*) de l'assureur FM Global fait le point sur la résilience des chaînes d'approvisionnement à travers le monde, avec l'objectif



d'aider les entreprises à choisir leurs fournisseurs et les pays où implanter leurs usines.

Le classement reflète en effet le PIB (produit intérieur brut) par habitant, la vulnérabilité à un choc pétrolier, la perception du risque politique, du niveau de lutte contre la corruption, de la qualité des infrastructures et de la fiabilité des fournisseurs locaux, l'exposition aux risques naturels, ainsi que la qualité de la gestion des risques naturels et du risque d'incendie. Deuxième depuis 2014, la Suisse a pris cette année la tête du classement, devant la Norvège qui a dû céder sa place en raison de la baisse des cours du pétrole.

Les pays les plus sûrs sont ensuite pour 2016 : l'Irlande, l'Allemagne (qui progresse de deux

places), le Luxembourg, les Pays-Bas, la partie centrale des Etats-Unis, le Canada, l'Australie et le Danemark. L'Algérie occupe la 123^e place, le Venezuela conserve la dernière place, en raison de son exposition à des risques multiples : naturels (vents et tremblements de terre), mais aussi à la «corruption, des infrastructures médiocres et au manque de fiabilité des fournisseurs locaux».

Selon les auteurs de cette étude, «mieux vaut éviter aussi d'implanter une nouvelle usine flambant neuve en République dominicaine, en République kirghize, au Nicaragua, en Mauritanie, en Ukraine, Egypte, Algérie, Jamaïque et au Honduras, aux derniers rangs du tableau». Les principaux changements dans les

classements tiennent cette année soit à la chute du cours du pétrole soit au risque politique. Ainsi, le Koweït a connu l'une des chutes les plus marquées (passé de la 50^e à la 59^e position), de même que la Colombie (de 110^e à 119^e), leur productivité et leur PIB ayant été durement touchés par la baisse du cours du pétrole.

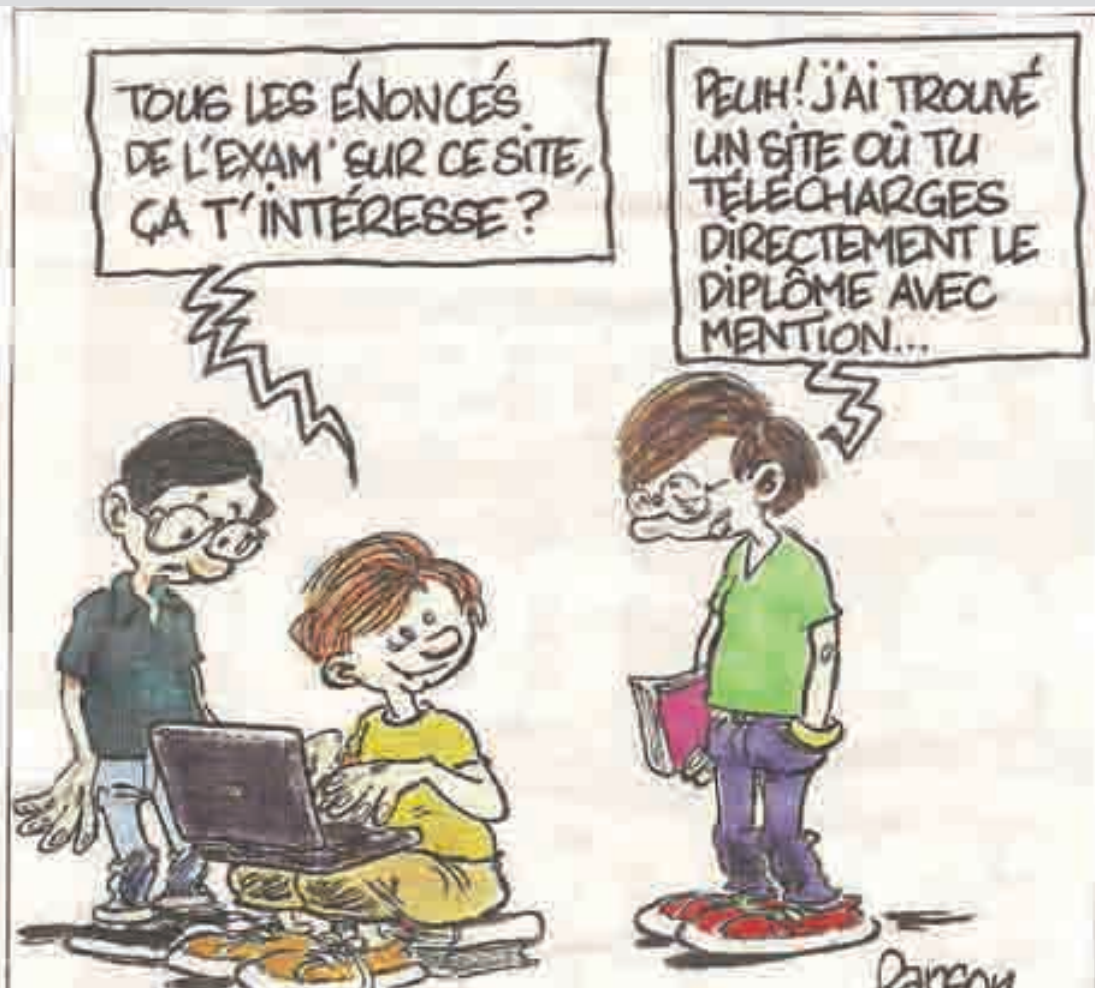
Djilali Hadjadj

(*) – L'indice de résilience 2016 «fmglobal.com/resilienceindex», publié par FM Global (et compilé par la société d'analyse et de conseil «Oxford Metrics»), a pour objectif d'aider «les décideurs à analyser les principaux risques liés à la chaîne d'approvisionnement», afin «d'optimiser le choix des fournisseurs et des nouveaux sites, d'évaluer les chaînes d'approvisionnement existantes et d'identifier les clients potentiellement vulnérables».

Il classe 130 pays et territoires en termes de résilience des chaînes d'approvisionnement, sur la base de neuf vecteurs (PIB par habitant, risque politique, intensité pétrolière, exposition aux risques naturels, qualité de la gestion des risques naturels et du risque d'incendie, lutte contre la corruption, qualité des infrastructures et fiabilité des fournisseurs locaux) qui peuvent influencer sur la vulnérabilité d'une entreprise dans ces régions.

Les classements de chaque vecteur sont ensuite regroupés en trois facteurs (économie, qualité du risque et chaîne d'approvisionnement), afin d'obtenir un résultat composite compris entre zéro et cent.

Fraude au bac



MARCHÉS PUBLICS Appel à une bonne gouvernance

La réforme apportée au code des marchés publics devrait instaurer une «bonne gouvernance» et une «plus grande responsabilité» des acteurs de ce secteur, ont estimé les participants à une rencontre-débat sur le thème «La mission de la Caisse de garantie des marchés publics (CGMP)», organisée jeudi 26 mai 2016 à la maison de la Culture de Batna.

«Il est indispensable aujourd'hui d'assurer une transparence et une simplification des procédures, mais aussi et surtout l'égalité de toutes les entreprises face à l'offre publique», ont soutenu les participants à cette journée d'étude, initiée conjointement par la Chambre de commerce et d'industrie (CCi-Aurès) et la CGMP, au profit des opérateurs économiques de la région. Les intervenants ont noté, par ailleurs, l'existence de plusieurs barrières en matière d'accessibilité des petites et moyennes entreprises (PME) à l'offre publique, notamment des barrières d'ordre réglementaire (complexité des procédures), structurel (manque d'expertise, absence de politique de concu-

rence pour plus d'innovation et de recherche).

Nécessité d'un dispositif de contrôle performant

Ils ont appelé au renforcement des dispositions de la concurrence, la consolidation du contrôle et la moralisation de la gestion des marchés publics, soulignant qu'une réglementation des marchés publics aux standards internationaux se doit d'être accompagnée d'un dispositif de contrôle performant. S'exprimant à cette occasion, le directeur général de CGMP, Aomar Aït Larbi, a souligné que cette rencontre vise à élucider tous les points techniques concernant le volet législatif portant réglementation des marchés publics. Cette journée a été organisée en raison d'un certain nombre d'anomalies constatées dans l'application du code des marchés publics, dont les répercussions immédiates sont le blocage ou le retard dans la mise en œuvre des projets, a encore expliqué Aomar Aït Larbi.

LSC